

BRUXELLES-CAPITALE

**ASSEMBLEE REUNIE
DE LA COMMISSION
COMMUNAUTAIRE
COMMUNE**

SESSION ORDINAIRE 2000-2001

14 FEVRIER 2001

PROPOSITION D'ORDONNANCE

**limitant le cumul du mandat
de président d'un conseil
de l'aide sociale
avec d'autres fonctions**

(déposée par M. Bernard CLERFAYT) (F)

RAPPORT

fait au nom de la Commission
des Affaires sociales

par M. Mohamed AZZOUZI (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

1. *Membres effectifs* : MM. Jean-Jacques Boelpaepe, Jean-Pierre Cornelissen, Mmes Françoise Schepmans, Anne Herscovici, Fatiha Saïdi, M. Mohamed Azzouzi, Mmes Sfia Bouarfa, Anne-Sylvie Mouzon, MM. Denis Grimberghs, Jos Van Assche, Jean-Luc Vanraes.
2. *Membres suppléants* : MM. Bernard Clerfayt, Mostafa Ouezekhti, Mme Dominique Braeckman.
3. *Autres membres* : Mmes Danielle Caron, Martine Payfa, M. Michel Van Roye.

Voir :

Document de l'Assemblée réunie :
B-35/1 – 99/2000 : Proposition d'ordonnance.

BRUSSEL-HOOFDSTAD

**VERENIGDE VERGADERING
VAN DE
GEMEENSCHAPPELIJKE
GEMEENSCHAPSCOMMISSIE**

GEWONE ZITTING 2000-2001

14 FEBRUARI 2001

VOORSTEL VAN ORDONNANTIE

**tot beperking van de cumulatie van
het mandaat van voorzitter van een
raad voor maatschappelijk welzijn
met andere ambten**

(ingediend door de heer Bernard CLERFAYT) (F)

VERSLAG

uitgebracht namens de
Commissie voor de Sociale Zaken

door de heer Mohamed AZZOUZI (F)

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. *Vaste leden* : De heren Jean-Jacques Boelpaepe, Jean-Pierre Cornelissen, mevr. Françoise Schepmans, mevr. Anne Herscovici, mevr. Fatiha Saïdi, de heer Mohamed Azzouzi, mevr. Sfia Bouarfa, mevr. Anne-Sylvie Mouzon, de heren Denis Grimberghs, Jos Van Assche, Jean-Luc Vanraes.
2. *Plaatsvervangers* : De heren Bernard Clerfayt, Mostafa Ouezekhti, mevr. Dominique Braeckman.
3. *Andere leden* : Mevr. Danielle Caron, mevr. Martine Payfa, de heer Michel Van Roye.

Zie :

Stuk van de Verenigde Vergadering :
B-35/1 – 99/2000 : Voorstel van ordonnantie.

TABLE DES MATIERES

I. Discussion générale	3
II. Discussion des articles et votes	7
III. Vote sur l'ensemble	9
IV. Annexe : Amendements	10
V. Texte adopté par la commission.....	14

INHOUDSTAFEL

I. Algemene bespreking	3
II. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen.....	7
III. Stemming over het geheel	9
IV. Bijlage : Amendementen	10
V. Aangenomen tekst door de commissie.....	14

I. Discussion générale

Votre commission des Affaires sociales s'est réunie les mercredi 31 janvier et 14 février 2001 pour discuter de la proposition d'ordonnance résolution limitant le cumul du mandat du président d'un conseil de l'aide sociale avec d'autres fonctions déposée par M. Bernard Clerfayt.

M. Bernard Clerfayt a fait un exposé introductif.

Il signale que la présente proposition est inspirée des débats qui ont eu lieu dans le cadre des Assises de la démocratie au sein du " groupe de concertation Langendries ". Il y était question de limiter le cumul des mandats de parlementaire et des mandats exécutifs locaux. Dans les accords, il était prévu de limiter et le nombre de mandats et, au niveau financier, le produit du cumul de ces mandats à une fois et demi l'indemnité parlementaire.

Les dispositions légales réglementant cette matière ont été votées au niveau fédéral en ce qui concerne les bourgmestres et échevins mais pas pour les présidents de CPAS, ceci malgré une volonté unanime de les mettre sur un pied d'égalité avec les échevins.

Au courant de l'année 1999, les Régions wallonne et flamande ont pris, par voie décrétales, des dispositions pour concrétiser cet accord en ce qui concerne les présidents de CPAS. Alors que viennent d'avoir lieu les élections des membres des conseils de l'aide sociale CPAS dont le mandat débutera au 1er avril, il serait souhaitable de prendre une disposition similaire en Région bruxelloise.

Le texte proposé est semblable à celui voté en Wallonie. Il reprend le texte du décret du Conseil régional wallon du 1er avril 1999 limitant le cumul du mandat de président d'un conseil de l'aide sociale.

Mme Anne-Sylvie Mouzon pense que tout le monde marquera son accord sur les idées qui viennent d'être développées. Elle rappelle que les autorités fédérales n'ont pas légiféré faute de disposer de la compétence en la matière et non pas par manque de volonté.

Elle constate en outre qu'il y a des différences, *mutatis mutandis*, entre le texte proposé et celui de la loi fédérale du 4 mai 1999 qui réglemente la matière pour les bourgmestres et échevins. Cela sans raison apparente.

Elle ne voit pourquoi l'alinéa 2 de l'article 2 n'est pas repris dans le texte. Celui-ci précise : " Sont pris en considération pour le calcul de ce montant, les indemnités, traitements ou jetons de présence découlant de l'exercice d'un mandat, d'une fonction ou d'une charge publics d'ordre

I. Algemene bespreking

De commissie voor de Sociale Zaken is op woensdag 31 januari en 14 februari 2001 bijeengekomen om het door de heer Bernard Clerfayt ingediende voorstel van ordonnantie tot beperking van het mandaat van voorzitter van een raad voor maatschappelijk welzijn te bespreken.

De heer Bernard Clerfayt geeft een inleidende uiteenzetting.

Hij wijst erop dat dit voorstel ingegeven is door de besprekingen die hebben plaatsgehad in de zogenaamde werkgroep Langendries, waar de kwestie van de beperking van de cumulatie van een mandaat van een parlementslid met lokale uitvoerende mandaten is behandeld. De akkoorden voorzagen in een beperking van het aantal mandaten en van het totale bedrag van de vergoedingen voor die mandaten tot 150 procent van de parlementaire vergoeding.

De wetsbepalingen die deze kwestie regelden zijn op federaal vlak goedgekeurd voor de burgemeesters en schepenen maar niet voor de OCMW-voorzitters, ondanks een unanieme bereidheid om ze op gelijke voet met de schepenen te behandelen.

In de loop van 1999 hebben het Waalse en het Vlaamse Gewest bij decreet bepalingen uitgevaardigd om dat akkoord gestalte te geven wat de OCMW-voorzitters betreft. Onlangs zijn de leden van de raden voor maatschappelijk welzijn gekozen. Hun mandaat gaat in op 1 april. Het zou dan ook wenselijk zijn om ook in het Brussels Gewest een soortgelijke bepaling uit te vaardigen.

De voorgestelde tekst is vergelijkbaar met die van het Waalse Gewest. De tekst van het decreet van de Waalse Gewestraad van 1 april 1999 waarbij de cumulatie van het mandaat van voorzitter van een raad voor maatschappelijk welzijn met andere ambten beperkt wordt heeft model gestaan.

Volgens mevr. Anne-Sylvie Mouzon zal iedereen akkoord gaan met de voorstellen die zijn uiteengezet. Ze herinnert eraan dat de federale overheid geen wetten uitgevaardigd heeft omdat ze terzake niet bevoegd was en niet omdat de wil ontbrak.

Ze stelt bovendien vast dat er, *mutatis mutandis*, verschillen bestaan tussen de voorgestelde tekst en die van de federale wet van 4 april 1999 waarin deze kwestie wordt geregeld voor de burgemeesters en schepenen. Ze ziet hier-voor geen duidelijke redenen.

Ze begrijpt niet waarom het tweede lid van artikel 2 niet in de tekst is overgenomen. Het luidt: "Voor de berekening van dat bedrag komen in aanmerking de vergoedingen, de wedden of de presentiegelden voortvloeiend uit de uitoefening van een openbaar mandaat, openbare functie of

politique. " Pourquoi ne pas le mentionner pour les présidents de CPAS ?

Par ailleurs la mention, qui figure à l'alinéa 2 de l'article 2 de la proposition " charge publique d'ordre politique ", permet de croire que seraient visées que les charges et pas les mandats et fonctions, alors qu'il faut les viser toutes et tous et, partant, écrire "publics" au masculin (qui l'emporte) pluriel.

Il ne s'impose évidemment pas de prendre exactement les mêmes dispositions pour les présidents de CPAS que pour les bourgmestres et échevins. Vu l'expérience, les difficultés rencontrées, d'une part, et l'état des finances communales, d'autre part, elle suggère de se départir du système fédéral en ce qui concerne le lieu où doit s'opérer la réduction à due concurrence. Pour les bourgmestres et échevins, dans le cas d'un cumul provenant de l'exercice d'autres mandats, fonctions et charges, le fédéral a choisi de faire opérer, s'il échet, les retenues sur les revenus de ces autres mandats, fonctions et charges. Elle propose de faire l'inverse pour les présidents de CPAS eu égard aux raisons qu'elle vient d'évoquer. Le système fédéral est complexe à mettre en œuvre parce qu'il implique que l'on diminue le montant de ces autres revenus, le système inverse qu'elle propose est plus simple et plus économique pour les communes : il s'agira de réduire la rémunération du président de CPAS.

Elle propose donc reprendre l'alinéa de l'article 2 qui a été omis. De plus, elle suggère de reprendre la terminologie " membres de la Chambre des Représentants et du Sénat " utilisée dans le texte fédéral plutôt que " parlementaires fédéraux ". En effet, pour les juristes, des textes qui ne sont pas identiques, traduisent des volontés différentes et peuvent en conséquence aboutir à des interprétations différentes.

A l'article 3, il s'agit bien évidemment de se référer au Collège réuni et non pas au gouvernement. Par ailleurs, elle ne comprend pas l'intérêt qu'il y aurait à se départir à ce point de la loi organique. Le système du parallélisme instauré entre la rémunération de l'échevin et le président de CPAS est déjà repris dans l'article 38 de la loi organique. Il suffit de toiletter le texte de l'article 38 et remplacer la référence au Roi par la référence au Collège réuni.

Cette matière est fort technique et à ce point sujette à diverses résistances qu'il est important d'être précis.

Mme Anne Herscovici se dit tout à fait d'accord avec le but poursuivi. Elle trouve également important qu'un texte précis soit rédigé et de la sorte rendu techniquement inattaquable. Elle souscrit dès lors également aux différentes suggestions émises par Mme Anne-Sylvie Mouzon.

openbaar ambt van politieke aard." Waarom wordt die bepaling niet overgenomen voor de OCMW-voorzitters?

Het feit dat er in de Franse tekst van artikel 2 van het voorstel sprake is van "charge publique d'ordre politique" kan er voorts op wijzen dat alleen de ambten en niet de mandaten en de functies bedoeld zijn terwijl het om alle drie gaat. Men moet bijgevolg "publics" in het mannelijk meervoud schrijven.

Het is uiteraard niet nodig om precies dezelfde bepalingen vast te stellen voor de OCMW-voorzitters en voor de burgemeesters en schepenen. Op grond van haar ervaring en gelet op de problemen die zijn gerezen enerzijds en rekening houdend met de gemeentelijke financiën anderzijds, stelt de spreker voor om de federale regeling niet toe te passen wat betreft de plaats waar de vergoeding tot het passende beloop moet worden verminderd. Voor de burgemeesters en schepenen heeft de federale overheid, in geval van cumulatie met andere mandaten, functies en ambten, beslist om in voorkomend geval inhoudingen te doen op de vergoeding voor die andere mandaten, functies en ambten. De spreker stelt voor het omgekeerde te doen voor de OCMW-voorzitters, wegens de redenen die ze zopas heeft uiteengezet. De federale regeling is moeilijk in de praktijk toe te passen omdat ze inhoudt dat men de vergoeding voor die andere mandaten moet verminderen. De omgekeerde regeling, die zij voorstelt, is eenvoudiger en voordeliger voor de gemeenten: de vergoeding van de OCMW-voorzitter wordt verminderd.

De spreker stelt dus voor om in artikel 2 het lid op te nemen dat is weggelaten. Bovendien stelt ze voor om te spreken van "leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en van de Senaat" zoals in de federale wet en niet van "federale parlamentsleden". Immers, voor juristen wijzen teksten die niet dezelfde zijn op andere bedoelingen en kunnen ze bijgevolg tot verschillende uitleggingen leiden.

In artikel 3 moet er uiteraard verwezen worden naar het Verenigd College en niet naar de Regering. Bovendien begrijpt de spreker niet waarom men op dit punt zou moeten afwijken van de organieke wet. In artikel 38 van de organieke wet is er reeds een koppeling ingevoerd tussen de bezoldiging van de schepenen en die van de OCMW-voorzitter. Het volstaat de tekst van artikel 38 aan te passen en de verwijzing naar de Koning te vervangen door de verwijzing naar het Verenigd College.

Deze kwestie is erg technisch en kan zo veel weerstand opwekken dat men precies moet zijn.

Mevr. Anne Herscovici zegt dat ze het volkomen eens is met het nagestreefde doel. Ook zij vindt het belangrijk dat een tekst precies wordt opgesteld en bijgevolg uit technisch oogpunt onaanvechtbaar is. Ze is het dan ook volkomen eens met de verschillende voorstellen van mevr. Anne-Sylvie Mouzon.

M. Bernard Clerfayt marque lui aussi son accord sur l'ensemble de propositions de corrections formulées par Mme Anne-Sylvie Mouzon, qu'il s'agisse de clarifications ou de corrections techniques. Il fait remarquer que celle-ci dispose, à la fois d'une grande compétence technique et d'une expérience personnelle en la matière. Il précise que lorsque le cumul a lieu entre des revenus de parlementaire et président de CPAS, des dispositions concernant l'écrêtement ont été prises pour que celui-ci ne soit pas opéré par le parlement.

Mme Anne-Sylvie Mouzon confirme que les dispositions prises en ce qui concerne les bourgmestres et échevins vont dans ce sens. Il est donc souhaitable d'en faire de même pour les présidents de CPAS, sous peine de jeter la confusion dans les esprits. Mais ce qu'elle redoute le plus, c'est la difficulté de contrôler les intercommunales et autres organismes payeurs. La solution préconisée, outre qu'elle est génératrice d'économies pour les communes, est la plus facile à mettre en œuvre.

M. Bernard Clerfayt dit qu'il s'agit d'un choix d'opportunité. Il n'y a plus de cumul possible que de deux mandats.

Mme Anne-Sylvie Mouzon précise qu'il est encore possible de cumuler avec des mandats de membre d'assemblée générale ou du conseil d'administration pour autant que ceux-ci ne rapportent pas plus de vingt mille francs bruts par mois. Ceci est le cas de pas mal de mandats locaux : membre de l'Union des Villes et des Communes, sociétés de logement...

Ce problème n'a pas de contenu politique, il est purement pratique convient M. Bernard Clerfayt. N'est-il pas plus facile de dire, une fois que le plafond est atteint par le paiement d'une indemnité parlementaire et de président de CPAS, que tous les autres mandats sont exercés à titre gratuit ? Ce système lui semble plus pratique.

Le président opine.

Mme Dominique Braeckman dit que la proposition de M. Bernard Clerfayt pourrait avoir comme effet pervers de susciter, par souci d'économie, de faire exercer ces mandats par ceux qui ont déjà atteint le plafond. Cela aurait donc l'effet contraire à celui souhaité.

M. Bernard Clerfayt répond que ce ne sont pas les intercommunales qui suscitent des candidats mais bien l'inverse. Il n'a pas non plus l'impression que les intercommunales ont comme souci premier de faire des économies sur les jetons qu'elles doivent payer. Il se dit prêt à modifier le texte au vu des difficultés pratiques qui viennent d'être évoquées. L'important est que les dispositions soient pratiques et efficaces, faciles à mettre en place.

Ook de heer Bernard Clerfayt gaat akkoord met alle voorstellen tot bijsturing die mevr. Anne-Sylvie Mouzon heeft gedaan, zowel de verduidelijkingen als de technische correcties. Hij wijst erop dat zij terzake technisch onderlegd is en dat zij persoonlijke praktijkervaring heeft. Hij wijst erop dat voor het geval dat het mandaat van parlementslid met dat van OCMW-voorzitter wordt gecumuleerd, er bepalingen zijn uitgevaardigd die ervoor zorgen dat de "aftopping" niet door het Parlement moet worden verricht.

Mevr. Anne-Sylvie Mouzon bevestigt dat de bepalingen die zijn uitgevaardigd voor de burgemeesters en de schepenen in die zin gaan. Het is dus wenselijk dit ook te doen voor de OCMW-voorzitters om niet voor verwarring te zorgen. Waar zij echter het meest bang voor is, is de moeilijkheid om de intercommunales en de andere instellingen die vergoedingen betalen te controleren. De voorgestelde oplossing levert de gemeenten niet alleen besparingen op maar is ook makkelijker uit te voeren.

De heer Bernard Clerfayt zegt dat het om een opportuniteitskeuze gaat. Men kan slechts twee mandaten cumuleren.

Mevr. Anne-Sylvie Mouzon wijst erop dat het nog altijd mogelijk is te cumuleren met mandaten als lid van een algemene vergadering of van een raad van bestuur voor zover de vergoeding niet meer bedraagt dan 20.000 frank bruto per maand. Dit is het geval voor heel wat lokale mandaten: lid van de Vereniging van Steden en Gemeenten, huisvestingsmaatschappijen...

Volgens de heer Bernard Clerfayt is dat geen politieke maar een louter praktische kwestie. Zou het niet makkelijker zijn te bepalen dat, zodra men met een parlementaire vergoeding en een vergoeding als OCMW-voorzitter het plafond bereikt, alle andere mandaten gratis worden uitgeoefend? Dat lijkt hem praktischer.

De voorzitter stemt hiermee in.

Mevr. Dominique Braeckman zegt dat het voorstel van de heer Bernard Clerfayt het omgekeerde effect zou kunnen hebben, namelijk dat men, om geld te besparen, deze mandaten zou kunnen laten uitoefenen door degenen die al aan het maximumbedrag zitten. Men zou dus het omgekeerde bereiken van wat men nastreeft.

De heer Bernard Clerfayt zegt dat het niet de intercommunales zijn die om kandidaten vragen, maar omgekeerd. Hij heeft ook niet de indruk dat de intercommunales in de eerste plaats willen besparen op de presentiegelden die ze uitbetalen. Hij zegt dat hij bereid is wijzigingen aan te brengen gelet op de praktische problemen die te berde zijn gebracht. Het belangrijkste is dat de bepalingen praktisch, doeltreffend en makkelijk toe te passen zijn.

Le Ministre Eric Tomas dit que la compétence du Collège réuni s'exerce vis-à-vis des différents conseils de l'aide sociale. Il est logique que des dispositions soient prises pour les obliger à respecter certaines règles en ce qui concerne le traitement du président du CPAS plutôt que vis-à-vis de certains autres organismes sur lesquels le Collège réuni n'a pas de prise. Faire réduire les autres sources de revenus à due concurrence s'avérerait être une opération compliquée.

M. Denis Grimberghs dit qu'il est d'accord avec la proposition même si le texte doit en être amendé. Il souhaite que cela soit réalisé rapidement pour que l'ordonnance entre en vigueur le plus rapidement possible.

Mme Anne-Sylvie Mouzon propose que le texte soit remanié par la voie d'amendements.

M. Bernard Clerfayt marque son accord sur la proposition. Il précise en outre que son texte vise aussi à assurer aux présidents de CPAS au minimum un statut pécuniaire et social qui soit en tous points identique à celui des échevins. Il souhaite lui aussi que le texte soit voté le plus rapidement possible.

De heer Eric Tomas zegt dat het Verenigd College bevoegd is wat de verschillende raden voor maatschappelijk welzijn betreft. Het is logisch dat er bepalingen worden uitgevaardigd om ze te verplichten sommige regels betreffende de vergoeding van de OCMW-voorzitter na te leven. Op andere instellingen kan het Verenigd College geen controle uitoefenen. Hij vindt dat het wel eens een ingewikkelde zaak zou kunnen worden om de andere bronnen van inkomsten tot het passende beloop te verminderen.

De heer Denis Grimberghs zegt dat hij akkoord gaat met het voorstel ook al moet de tekst worden geamendeerd. Hij wil dat dit snel gebeurt opdat de ordonnantie zo spoedig mogelijk in werking kan treden.

Mevr. Anne-Sylvie Mouzon stelt voor dat de tekst bij wege van amendementen wordt bijgestuurd.

De heer Bernard Clerfayt stemt in met het voorstel en preciseert bovendien dat zijn tekst er ook toe strekt ervoor te zorgen dat de OCMW-voorzitters op zijn minst een geldelijk en sociaal statuut hebben dat op alle punten hetzelfde is als dat van de schepenen. Ook hij wenst dat de tekst zo spoedig mogelijk wordt aangenomen.

II. Discussion des articles et votes

Modification de l'intitulé

Mme Anne-Sylvie Mouzon justifie la modification de l'intitulé proposé par l'amendement n° 1.

Dès lors que l'intitulé du projet vise une des deux réformes portées par l'ordonnance – la limitation du cumul, il convient qu'il vise également l'autre – l'amélioration du statut pécuniaire et social.

Cet amendement est adopté par 10 voix et 1 abstention.

Article 1^{er}

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Article 2

Mme Anne-Sylvie Mouzon justifie les modifications proposées par l'amendement n° 2 visant à remplacer l'article.

Elle confirme que les amendements proposés à l'article 38 § 2, alinéa 1^{er} visent à calquer très précisément la rédaction de la disposition sur celles de l'article 20bis, alinéa 1^{er}, de la nouvelle loi communale tel qu'inséré par l'article 2 de la loi du 4 mai 1999 limitant le cumul du mandat de bourgmestre et d'échevin avec d'autres fonctions. Cela doit permettre d'éviter que des divergences de rédaction n'induisent des divergences d'interprétation et d'application non souhaitées par les auteurs de la proposition.

Pour les mêmes motifs, il convient d'ajouter l'alinéa calqué sur l'article 20bis, alinéa 2 de la nouvelle loi communale.

De plus l'amendement vise, en cas de dépassement de la limite prévue, à réduire le traitement du président plutôt que les indemnités, traitements ou jetons qu'il perçoit par ailleurs, d'une part, dans un souci de sécurité juridique et de contrôle (il est plus simple de réduire un seul traitement que plusieurs ; les autorités de tutelle des CPAS pourront plus aisément exercer leurs prérogatives sur le traitement du président que sur les autres indemnités, traitements ou jetons) et, d'autre part, dans un souci d'économie pour les CPAS et, par voie de conséquence, pour les communes.

II. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

Wijziging van het opschrift

Mevr. Anne-Sylvie Mouzon verantwoordt de in amendement nr. 1 voorgestelde wijziging van het opschrift.

Aangezien het opschrift van het voorstel verwijst naar één van de twee hervormingen die beoogd worden door de ordonnantie, te weten de beperking van de cumulatie, dient het ook te verwijzen naar de andere hervorming, te weten de verbetering van de bezoldigingsregeling en van het sociaal statuut.

Dit amendement wordt aangenomen met 10 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 1

Artikel 1 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 11 aanwezige leden.

Artikel 2

Mevr. Anne-Sylvie Mouzon verantwoordt de in amendement nr. 2 voorgestelde wijzigingen tot vervanging van het artikel.

Ze bevestigt dat de voorgestelde amendementen op artikel 38, § 2, eerste lid, ertoe strekken de bepaling op dezelfde manier te formuleren als de bepalingen van artikel 20bis, eerste lid, van de nieuwe gemeentewet zoals ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 4 mei 1999 tot beperking van de cumulatie van het mandaat van burgemeester en schepenen met andere ambten. Dit moet voorkomen dat verschillende formuleringen aanleiding geven tot uiteenlopende interpretaties en toepassingen, wat de indieners van het voorstel trouwens niet willen.

Om dezelfde redenen dient het in te voegen lid te worden geformuleerd zoals artikel 20bis, tweede lid, van de nieuwe gemeentewet.

Bovendien strekt het amendement ertoe om, in geval van overschrijding van het vastgestelde plafond, de wedde van de voorzitter te verminderen en niet de vergoedingen, de wedden of de presentiegelden die hij voor de uitoefening van andere activiteiten ontvangt, enerzijds ter wille van de rechtszekerheid en om controle te kunnen uitoefenen (het is eenvoudiger om een enkele wedde dan een aantal wedden te verminderen; de overheden die toezicht houden op de OCMW's zullen hun prerogatieven gemakkelijker kunnen uitoefenen ten aanzien van de wedde van de voorzitter dan ten aanzien van de andere vergoedingen, wedden of presentiegelden) en anderzijds om te besparen op de kosten van de OCMW's en bijgevolg van de gemeenten.

Il est proposé de supprimer le dernier alinéa, d'une part, parce qu'il ne correspond à aucune disposition analogue de l'article 20bis de la nouvelle loi communale et, d'autre part, parce qu'il est en contradiction avec l'article 38 de la loi organique des centres publics d'aide sociale, y compris et surtout tel qu'il est modifié par l'article 3.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des membres (11 voix).

L'article 2, ainsi amendé, est lui aussi adopté à l'unanimité des membres (11 voix).

Article 3

Mme Anne-Sylvie Mouzon commente les modifications proposées par l'amendement n° 3.

Elle explique que, vu l'ajout d'un § 2, les dispositions actuelles de l'article 38 doivent former un § 1^{er}.

Le texte proposé permet au Collège réuni de prévoir des modalités d'application si cela s'avère utile. Il pourrait, par exemple, autoriser le versement d'un traitement mensuel diminué en fonction du montant total théorique prévu et corrigé annuellement tenant compte des revenus qui auront été réellement perçus en raison, par exemple, de l'annulation ou de l'ajout de certaines réunions.

Il convient de saisir l'occasion de la réforme pour l'adapter aux réalités institutionnelles nouvelles. Les auteurs font par ailleurs confiance au Collège réuni pour au moins aligner le jeton de présences des conseillers de l'aide sociale sur celui des conseillers communaux.

Enfin, il convient d'intervertir les articles 2 et 3, puisque le premier qui ajoute un § 2 à l'article 38 de la loi organique des centres publics d'aide sociale doit logiquement suivre et non précéder le second qui modifie l'article 38, alinéa 1^{er} de la même loi.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des membres (11 voix).

Article 4

En ce qui concerne l'amendement n° 4 visant à remplacer l'article, Mme Anne-Sylvie Mouzon explique qu'il s'agit d'un alignement sur les dispositions applicables aux mandataires communaux en ce qui concerne les dates d'en-

Er wordt voorgesteld om het laatste lid te doen vervallen, enerzijds, omdat het niet overeenkomt met enige soortgelijke bepaling van artikel 20bis van de nieuwe gemeentewet en, anderzijds, omdat het in strijd is met artikel 38 van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, vooral zoals het gewijzigd is door artikel 3.

Dit amendement wordt aangenomen bij eenparigheid van de 11 aanwezige leden.

Artikel 2, aldus geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 11 aanwezige leden.

Artikel 3

Mevr. Anne-Sylvie Mouzon licht de in amendement nr. 3 voorgestelde wijzigingen toe.

Ze wijst erop dat, aangezien er een § 2 wordt toegevoegd, de huidige bepalingen van artikel 38 een § 1 moeten vormen.

De voorgestelde tekst biedt het Verenigd College de mogelijkheid toepassingsregels te stellen mocht dit nodig blijken. Het zou bijvoorbeeld kunnen toestaan dat er een maandelijkse wedde wordt betaald, verminderd op grond van het theoretische totaalbedrag waarin wordt voorzien en dat jaarlijks wordt aangepast rekening houdend met de reële inkomsten die zijn ontvangen omdat, bijvoorbeeld, sommige vergadering niet hebben plaatsgehadt of omdat er andere zijn bijgekomen.

Van de voorgenomen hervorming dient gebruik te worden gemaakt om rekening te houden met de nieuwe institutionele situatie. De indieners schenken het Verenigd College vertrouwen om het presentiegeld van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn ten minste in overeenstemming te brengen met dat van de gemeenteraadsleden.

Ten slotte moeten de artikelen 2 en 3 van plaats wisselen omdat het eerste, dat een § 2 toevoegt aan artikel 38 van de wet houdende de organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, logischerwijze moet volgen op het tweede, dat artikel 38, eerste lid, van die wet wijzigt, in plaats van eraan vooraf te gaan.

Dit amendement wordt aangenomen bij eenparigheid van de 11 aanwezige leden.

Artikel 4

Mevr. Anne-Sylvie Mouzon legt uit dat amendement nr. 4 tot vervanging van het artikel ertoe strekt om de tekst in overeenstemming te brengen met de bepalingen die van toepassing zijn op de gemeentelijke mandatarissen in ver-

trée en vigueur. En effet, la loi du 4 mai 1999 limitant le cumul du mandat de bourgmestre et d'échevin avec d'autres fonctions est entrée en vigueur le 31 janvier 2001. Quant à la loi du 4 mai 1999 visant à améliorer le statut pécuniaire et social des mandataires locaux, elle n'entre en vigueur qu'au prochain renouvellement intégral des conseils communaux qui peut varier de commune en commune.

Cet amendement est adopté à l'unanimité des membres (11 voix).

III. Vote sur l'ensemble

L'ensemble de la proposition d'ordonnance, telle qu'amendée, est adoptée à l'unanimité (11 voix).

Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.

Le Rapporteur,

Mohamed AZZOUZI.

Le Président,

Jean-Luc VANRAES.

band met de datum van inwerkingtreding. Immers, de wet van 4 mei 1999 tot beperking van de cumulatie van het mandaat van burgemeester en schepenen met andere ambten is in werking getreden op 31 januari 2001. De wet van 4 mei 1999 tot verbetering van de bezoldigingsregeling en van het sociaal statuut van de lokale verkozenen treedt pas in werking bij de eerstvolgende algehele vernieuwing van de gemeenteraden, wat kan verschillen van gemeente tot gemeente.

Dit amendement wordt aangenomen bij eenparigheid van de 11 aanwezige leden.

III. Stemming over het geheel

Het gehele ontwerp van ordonnantie, aldus geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 11 aanwezige leden.

Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.

De Rapporteur,

Mohamed AZZOUZI.

De Voorzitter,

Jean-Luc VANRAES.

IV. Annexe : Amendements

N° 1 (de Mmes Anne-Sylvie MOUZON et Anne HERSCOVICI)

Intitulé

Remplacer l'intitulé de la proposition par l'intitulé suivant :

"Proposition d'ordonnance visant à améliorer le statut pécuniaire et social des mandataires des centres publics d'aide sociale et limitant le cumul du mandat de président d'un conseil de l'aide sociale avec d'autres fonctions".

JUSTIFICATION

Dès lors que l'intitulé du projet vise une des deux réformes portées par l'ordonnance, il convient qu'il vise également l'autre.

N° 2 (de Mmes Anne-Sylvie MOUZON, Anne HERSCOVICI, MM. Bernard CLERFAYT et Denis GRIMBERGHS)

Article 2

A cet article apporter les modifications suivantes :

1° **A l'alinéa 2 :**

- **supprimer le mot "précité" ;**
- **remplacer les mots "parlementaires fédéraux" par les mots "membres de la Chambre des Représentants et du Sénat".**

2° **Insérer, entre les alinéas 2 et 3 l'alinéa suivant :**

"Sont pris en considération pour le calcul de ce montant, les indemnités, traitements ou jetons de présence découlant de l'exercice d'un mandat, d'une fonction ou d'une charge publics d'ordre politique".

3° **Remplacer l'alinéa 3, qui devient l'alinéa 4, par l'alinéa suivant :**

IV. Bijlage : Amendementen

Nr. 1 (van mevr. Anne-Sylvie MOUZON en mevr. Anne HERSCOVICI)

Opschrift

Het opschrift van het voorstel te vervangen door:

"Voorstel van ordonnantie tot verbetering van de bezoldigingsregeling en van het sociaal statuut van de mandatarissen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en tot beperking van de cumulatie van het mandaat van voorzitter van een raad voor maatschappelijk welzijn met andere ambten".

VERANTWOORDING

Aangezien het opschrift van het voorstel verwijst naar één van de twee hervormingen die beoogd worden door de ordonnantie, dient het ook te verwijzen naar de andere hervorming.

Nr. 2 (mevr. Anne-Sylvie MOUZON, mevr. Anne HERSCOVICI, de heren Bernard CLERFAYT en Denis GRIMBERGHS)

Artikel 2

In dit artikel de volgende wijzigingen aan te brengen:

1° **In het eerste lid:**

- **in de Franse tekst het woord "précité" te doen vervallen;**
- **de woorden "federale parlamentsleden" te vervangen door de "leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en van de Senaat".**

2° **Tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid in te voegen:**

"Voor de berekening van dat bedrag komen in aanmerking de vergoedingen, de wedden of de presentiegelden voortvloeiend uit de uitoefening van een openbaar mandaat, een openbare functie of een openbaar ambt van politieke aard".

3° **Het tweede lid, dat het derde lid wordt, te vervangen door het volgende lid:**

"En cas de dépassement de la limite fixée à l'alinéa 1er, le traitement du président est réduit à due concurrence".

4° Supprimer le dernier alinéa.

JUSTIFICATION

- 1° Les amendements proposés à l'article 38 § 2, alinéa 1^{er}, en projet, visent à calquer très précisément la rédaction de la disposition sur celles de l'article 20bis, alinéa 1^{er}, de la nouvelle loi communale tel qu'inséré par l'article 2 de la loi du 4 mai 1999 limitant le cumul du mandat de bourgmestre et d'échevin avec d'autres fonctions, afin que des divergences de rédaction n'induisent pas des divergences d'interprétation et d'application d'ailleurs non souhaitées par les auteurs de la proposition.
- 2° Pour les mêmes motifs qu'au 1°, il convient d'ajouter l'alinéa proposé, calqué sur l'article 20bis, alinéa 2, de la nouvelle loi communale.
- 3° L'amendement vise en cas de dépassement de la limite portée à l'alinéa 1^{er}, à réduire le traitement du président plutôt que les indemnités, traitements ou jetons qu'il perçoit par ailleurs, d'une part, dans un souci de sécurité juridique et de contrôle (il est plus simple de réduire un seul traitement que plusieurs ; les autorités de tutelle des CPAS pourront plus aisément exercer leurs prérogatives sur le traitement du président que sur les autres indemnités, traitements ou jetons) et, d'autre part, dans un souci d'économie pour les CPAS et, par voie de conséquence, pour les communes.
- 4° Il est proposé de supprimer le dernier alinéa en projet, d'une part, parce qu'il ne correspond à aucune disposition analogue de l'article 20bis de la nouvelle loi communale et, d'autre part, parce qu'il est en contradiction avec l'article 38 de la loi organique des centres publics d'aide sociale, y compris et surtout tel qu'il est modifié par l'article 3 en projet.

N° 3 (de Mmes Anne-Sylvie MOUZON, Anne HERSCOVICI, MM. Bernard CLERFAYT et Denis GRIMBERGHS)

Article 3

A. L'article 3 devient l'article 2.

B. Remplacer l'article 3 (qui devient l'article 2) par l'article suivant :

" Article 2. § 1^{er} – Les dispositions contenues à l'article 38 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, forment l'article 38, § 1^{er}.

§ 2 – L'article 38, alinéa 1^{er}, de la même loi, qui devient l'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par l'alinéa suivant :

"Zo het in het eerste lid bedoelde plafond wordt overschreden, wordt de wedde van de voorzitter verminderd tot het passende beloop".

4° Het laatste lid te doen vervallen.

VERANTWOORDING

- 1° De voorgestelde amendementen op het ontworpen artikel 38, § 2, eerste lid, strekken ertoe de bepaling op dezelfde manier te formuleren als de bepalingen van artikel 20bis, eerste lid, van de nieuwe gemeentewet zoals ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 4 mei 1999 tot beperking van de cumulatie van het mandaat van burgemeester en schepenen met andere ambten, om te voorkomen dat verschillende formuleringen aanleiding geven tot uiteenlopende interpretaties en toepassingen, wat de indieners van het voorstel trouwens niet willen.
- 2° Om dezelfde redenen als in 1° dient het in te voegen lid te worden geformuleerd zoals artikel 20bis, tweede lid, van de nieuwe gemeentewet.
- 3° Het amendement strekt ertoe om, in geval van overschrijding van het plafond gesteld in het eerste lid, de wedde van de voorzitter te verminderen en niet de vergoedingen, de wedden of de presentiegelden die hij voor de uitoefening van andere activiteiten ontvangt, enerzijds omwille van de rechtszekerheid en om controle te kunnen uitoefenen (het is eenvoudiger om een enkele wedde dan een aantal wedden te verminderen; de overheden die toezicht houden op de OCMW's zullen hun prerogatieven gemakkelijker kunnen uitoefenen ten aanzien van de wedde van de voorzitter dan ten aanzien van de andere vergoedingen, wedden of presentiegelden) en anderzijds om te besparen op de kosten van de OCMW's en bijgevolg van de gemeenten.
- 4° Er wordt voorgesteld om het ontworpen laatste lid te doen vervallen, enerzijds, omdat het niet overeenkomt met een soortgelijke bepaling van artikel 20bis van de nieuwe gemeentewet en, anderzijds, omdat het in strijd is met artikel 38 van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, vooral aangezien het gewijzigd is door het ontworpen artikel 3.

Nr. 3 (van mevr. Anne-Sylvie MOUZON, mevr. Anne HERSCOVICI, de heren Bernard CLERFAYT en Denis GRIMBERGHS)

Artikel 3

A. Artikel 3 wordt artikel 2.

B. Artikel 3 (dat artikel 2 wordt) te vervangen door:

"Artikel 2. § 1 – De bepalingen vervat in artikel 38 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn vormen artikel 38, § 1.

§ 2 – Artikel 38, eerste lid, van dezelfde wet, dat artikel 38, § 1, eerste lid, wordt, wordt vervangen door het volgende lid:

" Article 38, § 1^{er}. – Le traitement, le pécule de vacances, la prime de fin d'année et le régime de sécurité sociale du président sont identiques à ceux des échevins de la commune siège du centre public. Le Collège réuni de la Commission communautaire commune peut arrêter les modalités d'application de la présente disposition, tenant compte, notamment, de l'application du § 2. "

§ 3. – L'article 38, alinéa 2, de la même loi, qui devient l'article 38, § 1^{er}, alinéa 2, est remplacé par l'alinéa suivant :

" Dans les limites et selon les conditions et modalités d'octroi déterminées par le Collège réuni de la Commission communautaire commune, le conseil de l'aide sociale accorde des jetons de présence à ses membres ". "

JUSTIFICATION

- A. Les modifications apportées à l'article 38, alinéas 1^{er} et 2, de la loi doivent logiquement précéder l'ajout d'un § 2.
- B. Vu l'ajout d'un § 2, les dispositions actuelles de l'article 38 doivent former un § 1^{er}.

Il n'y a pas de raison de viser "la commune correspondante" là où l'article 38 actuel vise "la commune siège du centre public".

C'est au Collège réuni et non au Gouvernement qu'il appartient de régler la matière. Cela étant, il ne lui appartient pas de fixer les conditions et modalités d'octroi, déjà fixées par l'ordonnance, mais bien les modalités d'application si cela s'avère utile. Il pourrait, par exemple, autoriser le versement d'un traitement mensuel diminué du montant total théorique conformément au § 2 et corrigé annuellement en tenant compte de la diminution réelle résultant de l'application du § 2.

Il convient de saisir l'occasion de la réforme en projet pour adapter l'article 38, alinéa 2, aux réformes institutionnelles, tout en faisant confiance au Collège réuni pour au moins aligner le jeton de présences des conseillers de l'aide sociale sur celui des conseillers communaux.

N^o 4 (de Mmes Anne-Sylvie MOUZON, Anne HERSCOVICI, MM. Bernard CLERFAYT et Denis GRIMBERGHS)

Article 4

Remplacer cet article par la disposition suivante :

"Article 4. – L'article 2 de la présente ordonnance entre en vigueur au renouvellement intégral du conseil commu-

"Artikel 38, § 1. – De wedde, het vakantiegeld, de eindejaarspremie en het stelsel van sociale zekerheid van de voorzitter zijn dezelfde als die van de schepenen van de gemeente waar de zetel van het openbaar centrum gevestigd is. Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kan de nadere regels voor de toepassing van deze bepaling vaststellen, rekening houdend met inzonderheid de toepassing van § 2."

§ 3 – Artikel 38, tweede lid, van dezelfde wet, dat artikel 38, § 1, tweede lid, wordt, te vervangen door het volgende lid:

" Binnen de perken en volgens de toekenningsvoorwaarden en de wijze van toekenning bepaald door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kent de raad voor maatschappelijk welzijn presentiegeld toe aan zijn leden". "

VERANTWOORDING

- A. De wijzigingen in artikel 38, eerste en tweede lid, moeten logischerwijze aangebracht worden voordat er een § 2 toegevoegd wordt.
- B. Aangezien er een § 2 toegevoegd wordt, moeten de huidige bepalingen van artikel 38 samen een § 1 vormen.

Er is geen reden om gewag te maken van de "desbetreffende gemeente" als in artikel 38 "de gemeente waar de zetel van het openbaar centrum gevestigd is" staat.

Het staat aan het Verenigd College en niet aan de Regering om deze aangelegenheid te regelen. Het is niet de taak van het Verenigd College om de toekenningsvoorwaarden en -wijze te bepalen, daar ze reeds bij de ordonnantie vastgesteld zijn, maar het dient wel de wijze van toepassing vast te stellen als zulks nuttig blijkt te zijn. Het zou bijvoorbeeld kunnen toestaan dat er een maandelijkse wedde vermindert met het theoretische totaalbedrag overeenkomstig § 2 wordt gestort en dat er een jaarlijkse correctie wordt uitgevoerd, waarbij rekening wordt gehouden met de reële vermindering die voortvloeit uit de toepassing van § 2.

Van de voorgenomen hervorming dient gebruik te worden gemaakt om artikel 38, tweede lid, aan te passen aan de hervorming van de instellingen en het wordt aan het Verenigd College overgelaten om het presentiegeld van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn ten minste in overeenstemming te brengen met dat van de gemeenteraadsleden.

Nr. 4 (van mevr. Anne-Sylvie MOUZON, mevr. Anne HERSCOVICI, de heren Bernard CLERFAYT en Denis GRIMBERGHS)

Artikel 4

Dit artikel door de volgende bepaling te vervangen:

"Artikel 4. – Artikel 2 van deze ordonnantie treedt in werking bij de volgende algehele vernieuwing van de

nal de la commune siège du centre public, suivant les élections du 8 octobre 2000.

L'article 3 entre en vigueur le 31 janvier 2001".

JUSTIFICATION

La loi du 4 mai 1999 limitant le cumul du mandat de bourgmestre et d'échevin avec d'autres fonctions est entrée en vigueur le 31 janvier 2001.

La loi du 4 mai 1999 visant à améliorer le statut pécuniaire et social des mandataires locaux, entre en vigueur "lors du prochain renouvellement intégral des conseils communaux".

gemeenteraad van de gemeente waar de zetel van het openbaar centrum gevestigd is, die volgt op de verkiezingen van 8 oktober 2000.

Artikel 3 treedt in werking op 31 januari 2001".

VERANTWOORDING

De wet van 4 mei 1999 tot beperking van de cumulatie van het mandaat van burgemeester en schepen met andere ambten is in werking getreden op 31 januari 2001.

De wet van 4 mei 1999 tot verbetering van de bezoldigingsregeling en van het sociaal statuut van de lokale verkozenen treedt in werking bij de eerstvolgende algehele vernieuwing van de gemeenteraden".

Texte adopté par la commission**PROPOSITION D'ORDONNANCE**

**visant à améliorer le statut
pécuniaire et social des
mandataires des centres publics
d'aide sociale et limitant le
cumul du mandat
de président d'un conseil
de l'aide sociale
avec d'autres fonctions**

Article 1^{er}

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Article 2 (ancien article 3)

§ 1^{er}. – Les dispositions contenues à l'article 38 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, forment l'article 38, § 1^{er}.

§ 2. – L'article 38, alinéa 1^{er}, de la même loi, qui devient l'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par l'alinéa suivant :

" Article 38, § 1^{er}. – Le traitement, le pécule de vacances, la prime de fin d'année et le régime de sécurité sociale du président sont identiques à ceux des échevins de la commune siège du centre public. Le Collège réuni de la Commission communautaire commune peut arrêter les modalités d'application de la présente disposition, tenant compte, notamment, de l'application du § 2 ".

§ 3. – L'article 38, alinéa 2, de la même loi, qui devient l'article 38, § 1^{er}, alinéa 2, est remplacé par l'alinéa suivant :

" Dans les limites et selon les conditions et modalités d'octroi déterminées par le Collège réuni de la Commission communautaire commune, le conseil de l'aide sociale accorde des jetons de présence à ses membres ".

Article 3 (ancien article 2)

Un paragraphe 2 nouveau, libellé comme suit, est ajouté à l'article 38 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale:

" § 2. – La somme du traitement du président d'un conseil de l'aide sociale et des indemnités, traitements et

Tekst aangenomen door de commissie**VOORSTEL VAN ORDONNANTIE**

**tot verbetering van de bezoldigingsregeling
en van het sociaal statuut van de
mandatarissen van de openbare centra
voor maatschappelijk welzijn en tot
beperking van de cumulatie van het
mandaat van voorzitter van een
Raad voor Maatschappelijk Welzijn
met andere ambten**

Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Artikel 2 (voorheen artikel 3)

§ 1. – De bepalingen vervat in artikel 38 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn vormen artikel 38, § 1.

§ 2. – Artikel 38, eerste lid, van dezelfde wet, dat artikel 38, § 1, eerste lid, wordt, wordt vervangen door het volgende lid:

" Artikel 38, § 1. – De wedde, het vakantiegeld, de eindejaarspremie en het stelsel van sociale zekerheid van de voorzitter zijn dezelfde als die van de schepenen van de gemeente waar de zetel van het openbaar centrum gevestigd is. Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kan de nadere regels voor de toepassing van deze bepaling vaststellen, rekening houdend met inzonderheid de toepassing van § 2 ".

§ 3. – Artikel 38, tweede lid, van dezelfde wet, dat artikel 38, § 1, tweede lid, wordt, wordt vervangen door het volgende lid:

" Binnen de perken en volgens de toekenningsvoorwaarden en de wijze van toekenning bepaald door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kent de raad voor maatschappelijk welzijn presentiegeld toe aan zijn leden ".

Artikel 3 (voorheen artikel 2)

In artikel 38 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt een nieuwe paragraaf 2 ingevoegd, luidende:

" § 2. – De som van de wedde van de voorzitter van een raad voor maatschappelijk welzijn en van de vergoedin-

jetons de présence perçus par le président en rétribution d'activités exercées en dehors de son mandat est égale ou inférieure à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la Chambre des Représentants et du Sénat.

Sont pris en considération pour le calcul de ce montant, les indemnités, traitements ou jetons de présence découlant de l'exercice d'un mandat, d'une fonction ou d'une charge publics d'ordre politique.

En cas de dépassement de la limite fixée à alinéa 1^{er}, le traitement du président est réduit à due concurrence.

Lorsque les activités exercées en dehors du mandat de président d'un conseil de l'aide sociale débutent ou prennent fin en cours de mandat, le président concerné en informe le conseil de l'aide sociale. "

Article 4

L'article 2 de la présente ordonnance entre en vigueur lors du renouvellement intégral du conseil communal de la commune siège du centre public suivant les élections du 8 octobre 2000.

L'article 3 entre en vigueur le 31 janvier 2001.

gen, wedden en presentiegelden die hij ontvangt voor activiteiten die hij buiten zijn mandaat uitoefent, is gelijk aan of lager dan anderhalf maal het bedrag van de parlementaire vergoeding van de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en van de Senaat.

Voor de berekening van dat bedrag komen in aanmerking de vergoedingen, de wedden of de presentiegelden voortvloeiend uit de uitoefening van een openbaar mandaat, een openbare functie of een openbaar ambt van politieke aard.

Zo het in het eerste lid bedoelde plafond wordt overschreden, wordt de wedde van de voorzitter verminderd tot het passende beloop.

Als de buiten het mandaat van voorzitter van een raad voor maatschappelijk welzijn uitgeoefende activiteiten in de loop van het mandaat beginnen of eindigen, geeft de betrokken voorzitter de raad voor maatschappelijk welzijn hiervan kennis. "

Artikel 4

Artikel 2 van deze ordonnantie treedt in werking bij de volgende algehele vernieuwing van de gemeenteraad van de gemeente waar de zetel van het openbaar centrum gevestigd is, die volgt op de verkiezingen van 8 oktober 2000.

Artikel 3 treedt in werking op 31 januari 2001.

